

La fécondité en Allemagne et les *Akademikerinnen* (femmes très diplômées) sans enfant : indicateurs démographiques, pratiques sociales et controverses politiques

Cédric DUCHÊNE-LACROIX

Université de Bâle

Entre 2004 et 2008, le très bas niveau pluridécennal de la fécondité en Allemagne y suscita une controverse sur les « *Akademikerinnen* » (femmes très diplômées) sans enfants. Derrière cette mise en cause d'une sous-population féminine particulière par la publication de chiffres dramatiques, c'est en fait le rôle et les comportements démographiques et sociaux des femmes d'âge actif dans la société moderne post-réunifiée d'outre-Rhin qui sont mis en cause. Le débat va faire émerger un nouveau rapport de la société allemande aux indicateurs démographiques et conduire à l'application encore récente d'une politique familiale plus conciliante avec l'activité féminine. Cette contribution décrit les principales évolutions de la fécondité en Allemagne, expose le problème des sources puis les facteurs explicatifs et termine sur les effets de la politique familiale en cours.

J'emploierai tout au long de cette communication le terme « d'*Akademiker(in)* ». Cet idiome rend déjà compte d'un ensemble de représentations sociales propres à l'Allemagne et à l'Autriche. Le terme *Akademiker*¹⁶ veut dire en français « académicien » ou « universitaire », c'est-à-dire, dans le langage courant, toutes les personnes qui sont diplômées de l'université. La part de la population de 5 ans et plus ayant un diplôme universitaire est d'environ 24,4 %, et de 22% parmi les femmes (destatis, 2009a, p. 10). Le fait d'être *Akademiker* est un trait distinctif qui culmine avec le doctorat, distinction si importante que le titre apparaît sur les papiers d'identité et celui ou celle qui en est possesseur doit être appelé dans la vie courante par son titre, qu'il soit ou non médecin. Bien entendu, il y a aussi des *Akademiker* au féminin qu'on appelle *Akademikerinnen*, celles-ci nous intéressant plus particulièrement.

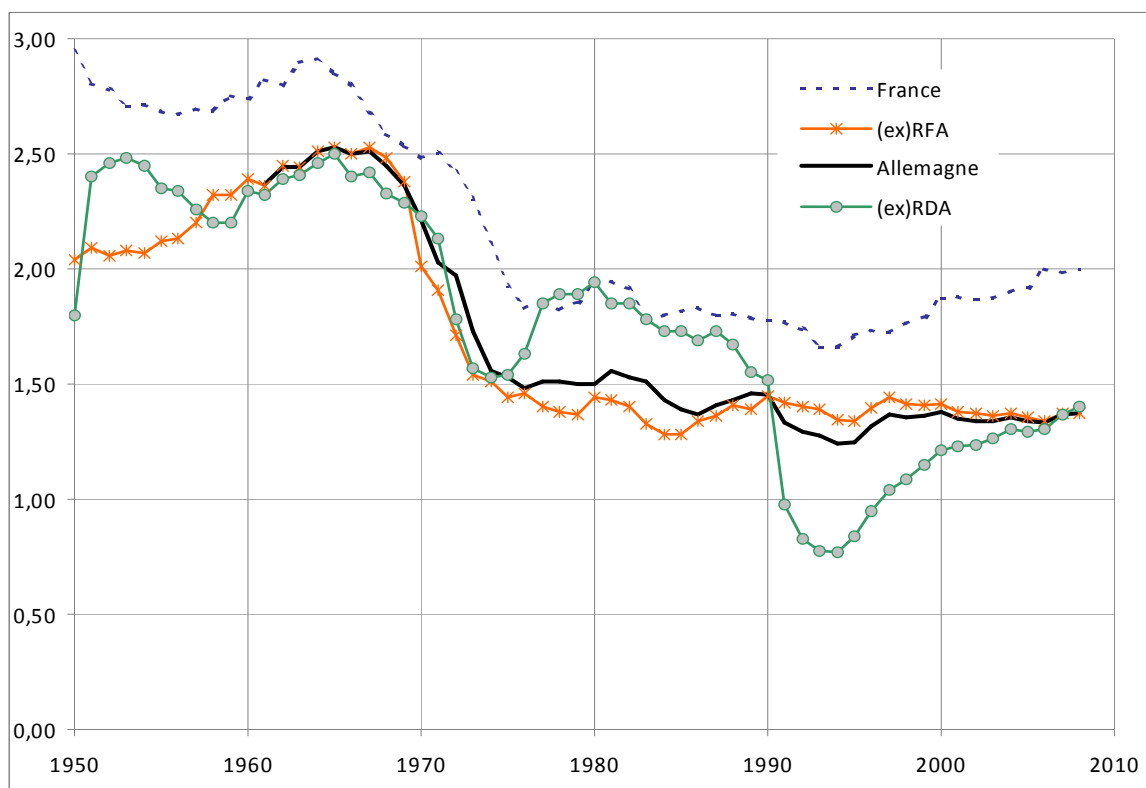
1. Une basse fécondité pluridécennale allemande

Le niveau de natalité en Allemagne ne permet pas le renouvellement des générations. Ce fait n'est pas nouveau ; si l'on additionne les situations démographiques historico-politiquement séparées des deux Allemagnes, le solde naturel est négatif depuis 1972. En 2008, il était déficitaire d'environ 162 000 individus. De même, les indicateurs conjoncturels de fécondité (ICF) sont sur plusieurs dizaines d'années relativement bas. L'indice conjoncturel de fécondité, parmi les plus bas d'Europe pour la seule RFA avant la chute du

¹⁶ Pour alléger la lecture à partir d'ici, le terme n'est plus entre guillemets.

mur, a depuis¹⁷ oscillé entre 1,24 et 1,38 (destatis, 2009b). On remarquera que, jusqu'au milieu des années 1990, les courbes des ICF de la France et de l'Allemagne évoluent avec, *mutatis mutandis*, les mêmes inflexions mais avec un écart substantiel entre 10 % et 30 %, l'ICF étant toujours plus élevé en France. On notera aussi l'effet rapide puis s'atténuant de la politique familiale est-allemande entre le milieu des années 1970 et la chute du mur et l'effet tout aussi spectaculaire de la réunification¹⁸ sur le comportement démographique des Est-Allemands¹⁹. Depuis la seconde partie des années 1990, l'écart se creuse entre niveaux d'indicateurs synthétiques des deux pays. En 2006, l'écart est à son plus haut (1,33 en Allemagne contre 2,00 en France). La fécondité de l'Hexagone surpasse donc de 50 % celle relevée outre-Rhin.

FIGURE 1 : EVOLUTION, DEPUIS 1950, DE L'INDICE CONJONCTUREL DE FECONDITE POUR LES RESIDENTS EN FRANCE, ALLEMAGNE, ALLEMAGNE DE L'OUEST ET ALLEMAGNE DE L'EST



Source : Destatis, traitement de l'auteur.

La descendance finale était en 2008 de 1,7 enfant par femme atteignant 50 ans (Destatis, 2009). La descendance finale a continuellement diminué depuis le pic de la

¹⁷ Avec les grands changements dus à la réunification et la forte émigration, les nouveaux *Länder* ont dû faire face à une forte dépression démographique décennale.

¹⁸ En fait, de l'anomie qu'elle produisait dans le tissu social est-allemand : fin d'un régime étatique couvrant les aspects sociaux et sanitaires, chômage très élevé, émigration, fermetures des usines, incertitude sur l'avenir.

¹⁹ Les effets de la politique familiale est-allemande ont été exposés dans un article d'Anne Salles (2006).

génération des femmes nées en 1934 (2,2 enfants en moyenne). Longtemps, cette situation de décroissance fut compensée par une immigration soutenue (Drettakis, 1974). Ce n'est plus le cas depuis le milieu des années 2000. Si la situation de la fécondité en Allemagne reste l'une des plus faibles en Europe, l'apport migratoire s'éteint après les vagues de *Spätaussiedler*²⁰ et de ressortissants de l'ex-Yougoslavie des années 1990. En 2001, le solde migratoire positif équivalait à 150 % du solde naturel négatif, record en Europe et en complète divergence avec les 20 % de la croissance démographique française expliquée par le solde migratoire (Héran, 2004 : 2). Ces dernières années, une phase de décroissance se dessine avec une augmentation du déficit des naissances sur les décès que le solde migratoire en diminution ne peut compenser (Destatis, 2007).

2. La fécondité des *Akademikerinnen* sous-estimée ?

C'est dans ce contexte qu'un nouvel angle d'attaque du problème est trouvé dans le débat public : le niveau de fécondité serait bas en raison du comportement d'une population particulière : les *Akademikerinnen*. La presse grand public avance 40 % de ces femmes très diplômées en Allemagne sans enfant (Gaschke, 2004 ; Bölsche, 2004; Poschardt, 2004 : 12 ; B. Pötzsch, 2005).²¹ Herwig Birg, démographe de renom, avance dans un entretien de 2005 que 30 % d'une génération (quel que soit le niveau social) reste sans enfants, que cette part monte même à 50 % pour les *Akademikerinnen* des sciences (Birg, 2005).²² La qualité des estimations de niveau de fécondité de ces femmes n'a, dans un premier temps, pas été remise en cause. Pourtant, les estimations du nombre d'*Akademikerinnen* sans enfants tirées des micro-recensements antérieurs à 2008 sont sujettes à caution du fait de trois grands problèmes de validité : a) l'écart entre la question de l'analyse et la question posée dans le questionnaire ; b) la délimitation des cohortes selon l'âge ; c) la définition du groupe même des *Akademikerinnen*.

a) Jusqu'en 2008, le MZ (*mikrozensus*) ne comportait pas de question sur la fécondité mais demandait (et demande toujours) si un ou des enfants vivent au sein du ménage au moment de l'enquête, faisant sortir du champ les enfants en internat, en apprentissage, chez le parent séparé, logeant de façon autonome ou même décédés. b) Ensuite, plus l'âge de la mère est élevé et plus le MZ sous-estime le nombre d'enfants par femme, pour les raisons soulevées au point précédent et notamment car les enfants commencent à quitter le domicile familial. (Konietzka et Kreyenfeld, 2007 : 23). En outre, les analyses font s'achever la période féconde des femmes à 39 ans. Or la part des femmes (de couples mariées) de 40 ans et plus ayant eu

²⁰ Migrants originaires des pays européens de l'Est (surtout de Russie), arrivant en masse en Allemagne après la chute du rideau de fer et bénéficiant d'un droit au retour dans ce pays en vertu de leur ascendance allemande.

²¹ Ce chiffre correspondrait aux résultats du micro-recensement de l'an 2000 pour les seuls anciens *Länder*. D'autres chiffres du nombre de femmes sans enfant dont la fiabilité est très questionnable apparaissent sur dix ans dans les médias. Il ne s'agit pas ici de les citer, mais de faire remarquer la construction politique particulière d'une situation démographique.

²² En s'appuyant sur les résultats annuels du même microrecensement de 1996 à 2002, un économiste tente à l'inverse de montrer que, depuis le milieu des années 1990, les femmes les mieux diplômées font plus d'enfants que celles qui le sont moins (Hufnagel, 2008).

un enfant n'est plus négligeable aujourd'hui puisqu'elle est passée graduellement de 1,43 % en 1991 à 5,04 % en 2008 (4,46 % en 2006). En conséquence, la fécondité des *Akademikerinnen* est sous-estimée par rapport aux autres femmes, car leur calendrier des naissances est plus fréquemment retardé par rapport aux autres femmes de leur génération. c) Enfin, la définition de la population prise en compte comme *Akademikerinnen* est floue dans les analyses : tantôt il s'agit de diplômées des universités, tantôt du supérieurs, y compris des équivalents des IUT français.

En fait, au moment où les premières estimations sont rendues publiques entre 2004 et 2005, il est difficile d'établir une bonne estimation du nombre d'enfants par femme par manque de sources fiables et correspondantes, comme le démontre clairement Jürgen Dorbritz (2005). Cependant, en utilisant les données du panel SOEP²³, Schmitt et Winkelmann proposent en 2005 une estimation de moins de 25 % d'*Akademikerinnen*²⁴ sans enfants nées entre 1950 et 1960 et entre 1960 et 1965, donc bien en dessous des 40 %. D'autres montrent que l'infécondité élevée des *Akademikerinnen* ne serait pas une nouveauté (Schmitt et Winkelmann, 2005b).

Depuis peu, nous pouvons disposer pour la première fois d'outils fiables et valides pour analyser la fécondité en Allemagne – au-delà de la statistique des naissances d'état civil – grâce à l'enquête Naissances en Allemagne de 2006²⁵ et à l'introduction dans le micro-recensement (MZ) de questions spécifiques concernant la fécondité pour la vague 2008.

3. L'augmentation de l'infécondité avant la réduction des naissances par mère

Parmi les facteurs de la faiblesse pluridécennale de la fécondité en général, il y a tout d'abord une part croissante de femmes en âge de procréer ou ayant terminé cette phase de vie qui n'ont pas eu d'enfant.

Sur la base du MZ 2008, on constate que, plus les générations analysées sont jeunes, et plus la proportion de femmes sans enfant augmente et, ce, même parmi les femmes ayant fini leur période féconde.²⁶ Par exemple, 21 % des femmes âgées de 40 à 44 ans n'ont pas (encore) eu d'enfant, contre 16 % des femmes de dix ans plus âgées (générations 1954 à

²³ *Sozio-oekonomisches Panel*. Ce panel socioéconomique est géré par l'Institut allemand pour la recherche économique de Berlin (*Deutsches Institut für Wirtschaftsforschung*, DIW). Il a 25 ans d'existence. Les vagues sont annuelles et concernent environ 20 000 personnes.

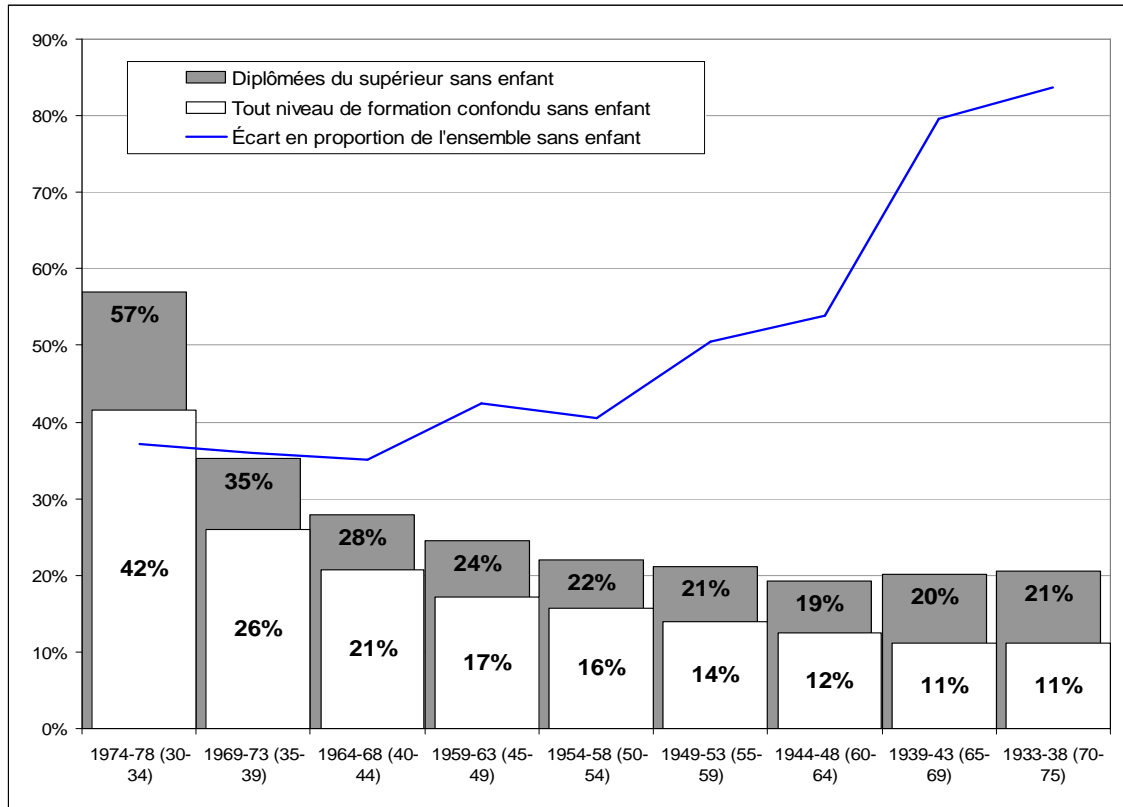
²⁴ Lorsqu'on incorpore tous les diplômés du supérieur.

²⁵ L'enquête a été menée en automne 2006 auprès de 12 500 femmes consentantes volontaires ? de 16 à 75 ans tirées de la base du microrecensement et de fait représentatives pour l'Allemagne. Notons que les changements ou l'introduction d'une enquête officielle de l'Office fédéral de la statistique ne sont pas aisés. En effet, chacun d'entre eux doit être encadré par l'appareil législatif.

²⁶ L'enquête Naissances en Allemagne de 2006 montre cette même progression de l'infécondité à mesure que les cohortes deviennent plus jeunes. Par exemple, on passe de 14 % à 19 % de femmes sans enfant entre les classes décennales 55-64 ans et 45-54 ans. Les résultats concordants augmentent la validité des deux enquêtes.

1958) et 12 % des femmes de vingt ans plus âgées (générations 1944 à 1948). Au total, la part des femmes sans enfants est de 14 % sur celles de 40 à 75 ans.

FIGURE 2 : PROPORTION DE L'INFECONDITE PARMIS LES RESIDENTES EN ALLEMAGNE SELON LE NIVEAU DE FORMATION ET LA CLASSE D'AGE QUINQUENNALE



Source : Destatis, MZ 2008, traitement de l'auteur.

L'infécondité des *Akademikerinnen* baisse aussi plus l'âge des cohortes est élevé mais jusqu'à la cohorte 1944-1948 (60-64 ans), puis augmente faiblement ensuite d'un point par tranche quinquennale jusqu'à 22 % pour la cohorte 1933-1938. L'infécondité des *Akademikerinnen* est plus élevée que celle de l'ensemble des femmes pour chacune des cohortes quinquennales. L'écart en valeur absolue entre les deux groupes est spectaculaire aux jeunes âges (15 points à la génération 1974-1978). Mais l'écart relatif augmente plus les générations sont âgées. Il représente moins de 40 % entre des générations entre 1964 et 1978 mais plus de 80 % de la proportion de femmes sans enfant des classes 1933 à 1943. Cet effet peut être en partie attribué à l'augmentation de la part des diplômées plus les générations sont récentes.

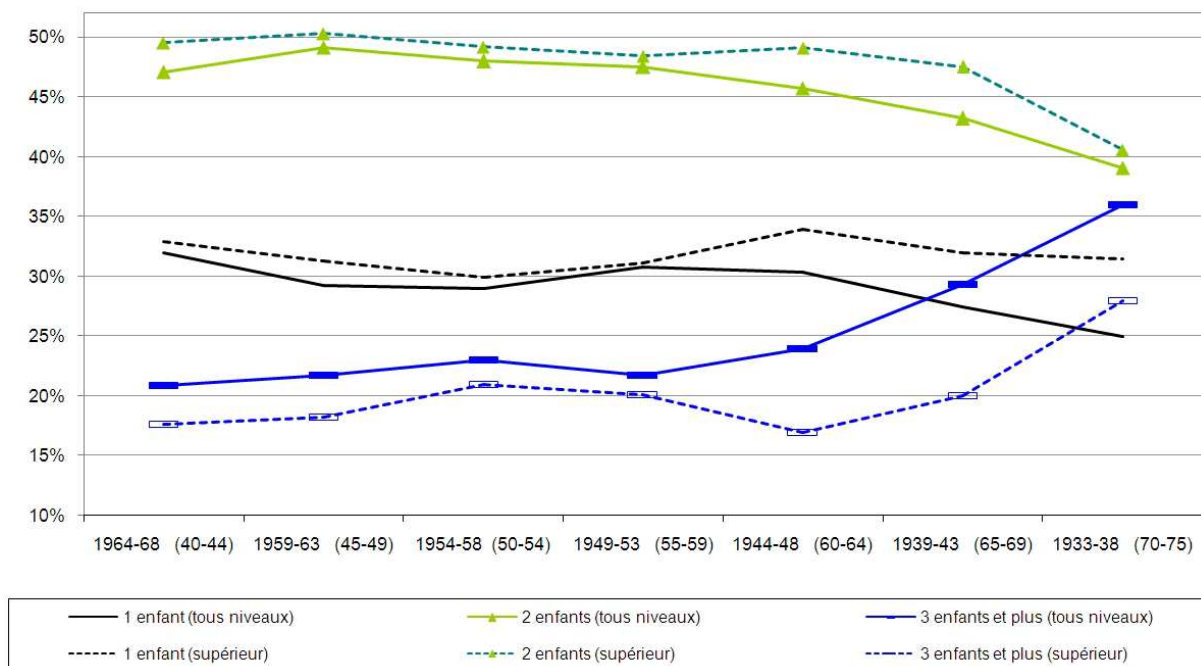
La frontière entre Allemagne de l'Est et Allemagne de l'Ouest est inscrite dans la démographie de la population, comme l'histogramme de la figure 2 le montre, mais aussi selon le niveau d'étude des femmes. Entre les femmes de même niveau de formation mais habitant dans les anciens ou nouveaux *Länder*, on note d'importants écarts. À l'Est,

l'infécondité des femmes de haut niveau de formation²⁷ est bien moins répandue qu'à l'Ouest. La proportion des femmes sans enfant est moins élevée pour celles qui ont une formation moyenne ou élevée (8 % chacune) que les femmes de basse formation (13 %).

Le taux élevé de l'infécondité n'explique pas techniquement à lui seul la faible fécondité en Allemagne. Il y a non seulement un effet de concentration des naissances au sein d'un plus petit nombre de familles ou pour un plus petit nombre de femmes relativement à la population totale, mais aussi un effet du faible nombre d'enfants par fratrie. La multimaternité ne permet pas de compenser l'infécondité pour assurer le renouvellement sans apport migratoire. Le nombre moyen d'enfants pour cent mères est de 197 (MZ 2008).

Trois groupes de générations peuvent être regroupés selon la proportion de mères d'un, deux ou trois enfants : générations nées sous le Reich, celles d'après-guerre et générations récentes qui n'ont pas fini leur période féconde. Les générations d'après-guerre jusqu'aux générations 1964-1968 dont la période féconde se termine ont eu des comportements féconds très semblables (entre 29 % et 32 % un enfant, entre 46 % et 49 % deux enfants et entre 21 % et 24 % trois enfants et plus). Les générations d'avant-guerre ont eu moins de mères de famille de un ou deux enfants (resp. 25 % et 39 %) et davantage de familles « nombreuses » de trois enfants et plus (36 %). Les générations nées durant la guerre entre 1933 à 1945 sont dans une situation intermédiaire.

FIGURE 3 : REPARTITION DES MERES SELON LEUR NOMBRE D'ENFANTS PAR NIVEAU DE FORMATION (SUPERIEURE EN POINTILLES) ET GROUPE DE GENERATIONS, ALLEMAGNE 2008



Source : Destatis, MZ 2008, traitement de l'auteur.

Les comportements démographiques des *Akademikerinnen* selon les générations ressemblent à ceux de l'ensemble des femmes en particulier pour les femmes âgées de 40 à 59

²⁷ Nomenclature internationale *International Standard Classification of Education (ISCED)*.

ans (1 à 3 points d'écart). Mais quelles que soient les générations, une part plus importante d'*Akademikerinnen* a un seul enfant (38 % en moyenne) et, inversement, une part moins importante a trois enfants (16 % en moyenne) ; la part des mères de deux enfants restant équivalente à 46 %. L'écart est plus important pour les classes de générations les plus anciennes. Les mères *Akademikerinnen* nées entre 1933 et 1948 sont entre 7 à 9 points de moins mères de 3 enfants que les autres mères des générations correspondantes. Pour leur génération dans l'ensemble moins diplômée, où être *Akademikerin* était rare – 7,2 % des femmes âgées de plus de 65 ans (destatis, 2009a : 10) –, leur contribution au comportement démographique de l'ensemble est marginal. L'écart est à attribuer au retard de calendrier par rapport aux autres catégories.

Conséquence de la proportion d'infécondité plus élevée et de la taille plus réduite des fratries, les *Akademikerinnen* ont une descendance finale plus faible que les autres catégories de niveau d'étude. Plus largement, on constate que, plus les femmes ont un niveau d'étude élevé, et moins leur descendance moyenne est importante (tableau 1). On relève notamment que seul le groupe des femmes sans diplôme de 45 à 75 ans dépasse le seuil de renouvellement générationnel, groupe par ailleurs marginal au sein de l'ensemble des femmes de 45-75 ans (3,16 %).

TABLEAU 1 : DESCENDANCE FINALE MOYENNE DES FEMMES DE 45 A 75 ANS SELON LE NIVEAU D'ETUDE EN 2008

Sans diplôme	Diplôme de <i>Hauptschule</i>	Diplôme de <i>Realschule</i>	Diplôme du supérieur	Ensemble
2,2	1,8	1,6	1,5	1,7

Source : Destatis, MZ 2008 ; traitement de l'auteur.

En tendance, on remarquera que, comme le montre Olga Pöttsch de façon plus détaillée (Pöttsch, 2005 : 383), si le nombre d'enfants par mère joue un rôle structurel dans la situation, il est plutôt stable depuis les classes d'après-guerre. L'évolution à la baisse de la fécondité est principalement due à l'augmentation de l'infécondité. Le niveau de fécondité est associé au niveau de formation des femmes. Avec l'augmentation du niveau d'étude, les comportements démographiques de l'ensemble se rapprochent de celui des *Akademikerinnen*. Peut-on pourtant en déduire que le niveau d'études des femmes est directement la cause de l'état de leur fécondité ?

4. Facteurs allant à l'encontre de la fécondité en Allemagne

Derrières les aspects techniques de l'infécondité et de l'évolution du nombre d'enfants par rang, agit un ensemble de facteurs sur la fécondité comme les circonstances de la vie (vie ou non en couple, rupture d'union, désir partagé ou non d'enfant), les structures institutionnelles, les incertitudes socioéconomiques, dont nous développons ici certains aspects saillants complétant l'analyse en régression logistique proposée par Didier Breton et France Prioux (Breton et Prioux, 2009).

4.1. Le choix d'avoir un, des enfants

Parmi les raisons individuelles (ou conjugales), outre le handicap à la reproduction, il y a le désir ou non d'avoir des enfants et celui du nombre d'enfants souhaités. On supposera ensuite que ces désirs sont ou non réalisés à cause de conditions externes réunies ou non. Une étude conjointe de l'institut fédéral de recherche démographique (*Bundesinstitut für Bevölkerungsforschung*, BIB) et de la fondation Robert Bosch a montré que les désirs d'enfant étaient supérieurs au niveau actuel de fécondité (Höhn et al., 2006). Dans le détail, un homme sur quatre et une femme sur sept (1/17 à l'Est) souhaite rester sans enfant²⁸. Les hommes souhaiteraient pour eux-mêmes en moyenne 1,59 enfant et les femmes 1,75 (indicateur conjoncturel de fécondité de 1,37 enfant par femme en 2004). Une enquête de l'IfD montrait que le nombre idéal d'enfants était pour 57 % des interrogés de deux (suivi de 1 ou 3 enfants : respectivement 13 %) (Institut für Demoskopie Allensbach, 2004 : 6). Birg résumait la situation à grands traits : « Nous avons une cause unique au faible taux de natalité : la société est coupée en deux. Une part a un idéal de deux enfants et l'autre d'aucun. » (Birg, 2005). On observera que ces estimations des désirs d'enfants, supérieurs au niveau actuel de fécondité, restent inférieures au niveau nécessaire à une population stable hors apport migratoire. L'interprétation de ces résultats par le politique renvoie aussi à un positionnement entre sphère publique et sphère privée. La ministre des Affaires sociales Renate Schmidt déclarait ainsi en 2000 que « la politique démographique signifie que l'on cherche par des incitations matérielles à pousser les gens à avoir plus d'enfants qu'ils n'en veulent. »²⁹ (Gaschke, 2000). C'est faire accroire que les désirs ou choix ne sont pas influencés par l'environnement social (politique ou non). Or on voit bien, par exemple avec l'évolution de la courbe de la fécondité en Allemagne de l'Est, que l'évolution des conditions de vie au sens large change drastiquement les pratiques démographiques au-delà et en deçà des niveaux moyens de désirs d'enfant déclarés à un temps t dans l'enquête et en situation de liberté contraceptive.

4.2. Travail ou famille, la femme émancipée aurait choisi

Des études tentent de montrer que l'augmentation du niveau de formation et l'orientation professionnelle des femmes, leur indépendance matérielle et leur émancipation accrues vont à l'encontre de l'image maternelle traditionnelle et ainsi d'union féconde (Kaufmann, 1994; Onnen-Isemann, 2003). Elles seraient plus libres de choisir entre deux alternatives, famille ou carrière (Hakim, 2003).³⁰ Si l'on en croit la presse à sensation conservatrice, les femmes qui réussissent auraient choisi leur camp. Le plus grand tirage

²⁸ L'enquête a été menée en Allemagne en 2005 auprès d'environ 10 000 personnes, dont 5 500 âgées de 20 à 49 ans. Elle portait sur les conceptions de la parentalité, la famille et les besoins de politique familiale.

²⁹ En Allemagne de l'Ouest, il n'a jamais été question d'une politique nataliste. L'ombre du troisième Reich planait encore sur une politique familiale trop marquée. Par exemple, lors d'une discussion parlementaire sur l'augmentation du montant des abattements pour enfant à charge (*Kinderfreibeträge*) en 1985, le député CDU Hermann Kroll-Schlüter déclara au Parlement que son parti ne voulait pas faire d'une politique familiale une politique démographique.

³⁰ Le dépassement de l'alternative, très marquée, en Allemagne, par la conciliation entre vie active et vie familiale pour les femmes, est très récent et date de la discussion et de la mise en place de la nouvelle politique familiale par Ursula von der Leyen en 2007.

d'outre-Rhin titrait ainsi en début 2006: « Les superfemmes d'Allemagne – davantage de succès sans enfant » (*Bild-Zeitung*, 2006 : 1). Une brochette de femmes très connues âgées de 35 à 49 ans était interviewée (entre-temps, certaines sont devenues mères) sur leur style de vie et leur infécondité. La démarche n'était bien entendu pas scientifique, mais elle montre que la problématique fit et fait encore débat dans la société allemande.

Sur un point, on peut suivre ce raisonnement. Comme nous l'avons montré, l'abaissement de la fécondité est associé à l'élévation du niveau d'étude. On assiste à une féminisation des emplois qui étaient attribués traditionnellement aux hommes. Ainsi, les femmes ne se cantonnent plus à des emplois permettant aisément de concilier travail et vie de famille comme la profession d'enseignant. La société n'est peut-être pas encore prête à ce changement. Ni le marché matrimonial, ni la fiscalité ni encore les infrastructures ne sont adaptés à ce changement de place de la femme dans la société allemande, ce que nous développons ci-dessous.

On observe ainsi premièrement une asymétrie de niveau d'étude dans le marché matrimonial. Certes, dans la population totale allemande, les femmes sont en proportion moins nombreuses que les hommes à posséder un titre universitaire (22 % contre 27 %). Mais elles sont, comme en France, proportionnellement plus nombreuses que ces derniers dans les jeunes générations qui ont entre 20 et 35 ans en 2008 ; l'écart est de 8 points (au bénéfice des femmes) entre 20 et 25 ans et de 5 points entre 25 et 30 ans (cf. destatis 2009a, S.10). Or, si les femmes *Akademikerinnen* sont plus fréquemment sans enfant, parmi les hommes, ce sont les moins diplômés les plus inféconds en Allemagne comme en France (Schmitt, 2004; Robert-Bobée, 2006). Les *Akademikerinnen* mariées ont en fait autant d'enfants que les non-*Akademikerinnen* mariées. Le problème serait, selon une étude de l'école supérieure de Magdebourg, de trouver le partenaire, lorsque l'homogamie est fréquente et le choix pour un homme d'une femme d'un niveau plus élevé encore mal accepté (Dienel, 2005).

Par ailleurs, la politique publique familiale a surtout été fiscale. Il s'agissait de maintenir un modèle de gestion familiale où l'épouse reste à la maison pour s'occuper des enfants et le mari apporte l'essentiel du revenu du ménage. Le système d'imposition des revenus familiaux avantagea longtemps ce modèle plutôt que celui de deux salaires à part égale. Cette politique avait aussi pour but de compenser les coûts supplémentaires que le fait d'élever des enfants entraîne. Le niveau d'imposition des familles en Allemagne serait en effet plus avantageux avec enfants que sans enfant et plus avantageux que le régime français pour les mêmes configurations familiales (Wrohlich et al., 2005).

Enfin, les infrastructures font largement défaut dans une partie du pays pour suppléer au rôle des parents ou socialiser les enfants à la vie collective. Il est souvent rapporté qu'une des raisons matérielles de l'infécondité ou la faible fécondité est le manque d'infrastructures appropriées (Onnen-Isemann, 2003). Par exemple, l'office fédéral de la statistique a relevé la part des enfants qui sont pris en charge par les crèches ou les garderies pour les moins de 3 ans en date du 15 mars 2008. Il en ressort une polarisation encore forte entre les anciens et les nouveaux *Länder*. Les premiers accueillent entre 9,2 et 15,1 % d'enfants (à l'exception de Hambourg : 22,9 %) et les derniers entre 36,5 % et 52,7 %, la moyenne allemande étant de 17,8 %. On fera remarquer que le niveau de fécondité dans les nouveaux *Länder* n'est pas

meilleur que celui des anciens. Constatant que les résultats des études sur l'influence de ces structures sur le choix d'avoir ou non un enfant sont contradictoires, deux chercheurs allemands élargissent le questionnement des infrastructures à celui des ressources humaines dont peuvent disposer les parents pour élever leurs enfants (Ette et Ruckdeschel, 2007). Il en ressort que la proximité d'infrastructures est un élément important et s'ajoute à la possibilité de recours à des grands-parents et, plus largement, à un capital social pour favoriser la natalité.³¹

4.3. Avenir incertain: carrière mais aussi couple et conjoint

Les analyses de l'infécondité ou de la faible fécondité sont quasi-systématiquement centrées sur la situation et le rôle de la femme (Hakim, 2003). À travers les enquêtes, on sait bien plus de choses sur les femmes que sur leur environnement. Cette construction du problème de la faible fécondité semble se perpétuer pour l'enquête Naissances en Allemagne de 2006, c'est-à-dire après le débat sur le manque de chiffres fiables et valides sur la fécondité en Allemagne dont nous avons fait état. Dans le questionnaire ne figure aucune question sur le conjoint (à part son existence ou non, question 14) ou sur le capital social en général.³² Or, la position du conjoint par rapport à la fécondité n'est pas à sous-estimer (ainsi par exemple que le niveau d'étude et de religiosité). On a vu précédemment que le désir d'enfants n'est pas le même selon le sexe.

L'instabilité des rapports de couples est associée au fait d'avoir une descendance. Ainsi, 86 % des femmes de 35 à 49 ans, mariées ou qui l'ont été, ont eu au moins un enfant, contre 82 % des femmes ayant un conjoint. *A contrario*, 33 % des femmes de 35 à 49 ans non mariées sont mères, mais elles sont bien plus encore (57%) sans conjoint à être mères³³. C'est-à-dire qu'une part non négligeable des mères séparées ou divorcées est en famille monoparentale. Elles sont 77 % dans les nouveaux *Länder*. Dans ces conditions, le recours à un capital social, et en premier lieu aux grands-parents, s'avère nécessaire pour les quelque 38 % de familles monoparentales (MZ08). Autre indicateur avancé par le DIW, la moitié des femmes sans enfant n'ont pas de relation durable avec un partenaire, voire n'ont pas/plus de partenaire peu de temps avant la fin de la période fertile. Parmi les hommes sans enfant, ils sont les deux tiers (Schmitt & Winkelmann, 2005a). Enfin, 1/3 des couples sans enfants mais qui souhaitent en avoir interrogés par l'institut Allensbach invoquent le défaut de partenaire convenable pour justifier leur non-parentalité et 14 % l'instabilité dans le couple (*Institut für Demoskopie Allensbach*, 2004).

³¹ La possibilité d'infrastructure d'accueil signale aussi l'acceptation par la société d'une pratique, celle que la mère (dans l'optique de l'intériorisation du rôle de la mère dans la société) puisse confier son ou ses enfants à autrui sans être accusée d'être une mauvaise mère (« Raabe Mutter »). La légitimité de l'intervention publique en matière d'éducation de la petite enfance est profondément ancrée dans la tradition française (Marry et al., 1998 : 359). Elle était jusque récemment souvent stigmatisée en Allemagne de l'Ouest comme appartenant à la politique totalitaire soit du troisième Reich, soit de la RDA.

³² Mais l'objectif prioritaire de l'enquête exceptionnelle était de pouvoir construire des indicateurs de base de qualité qui faisait défaut.

³³ Enquête « Naissances en Allemagne ».

TABLEAU 2 : POURCENTAGES DE FEMMES AGEES DE 35 A 49 ANS AYANT AU MOINS UN ENFANT
SELON LEUR SITUATION MATRIMONIALE ET LEUR SITUATION CONJUGALE

Femmes avec enfant(s)	Allemagne	Dont nouveaux <i>Länder</i>
Mariées/l'ayant été	86	95
Jamais mariées	33	66
avec conjoint	82	92
sans conjoint	57	77
Ensemble	77	89

Source : Destatis, Enquête « Naissances en Allemagne » 2006, traitement de l'auteur.

Comme en France, les incertitudes sur le marché du travail rendent plus difficile la planification économique de la famille. La position professionnelle du père joue dans sa paternité, que favoriserait l'atteinte du statut souhaité. En revanche, la discontinuité des carrières (mais pas le fait d'être à mi-temps ou en contrat à durée déterminée au début de carrière) et la position de cadre dirigeant favoriseraient le report de la paternité jusque 35 ans ou l'infécondité. Ces liens entre emploi et paternité seraient culturels car confirmés seulement pour les anciens *Länder* (Tölke & Diewald, 2002). Plus généralement, les causes financières et l'incompatibilité avec la carrière sont les premières raisons de l'infécondité (Institut für Demoskopie Allensbach, 2004 : 30).

Enfin, l'arrivée des femmes sur le marché du travail ne s'est pas accompagnée d'une redéfinition du partage des tâches dans le ménage. Comme la dernière enquête de Destatis sur le budget-temps des ménages l'a de nouveau confirmé, l'homme au foyer, diplômé ou non, qui reste à la maison pour s'occuper de ses enfants n'existe pratiquement pas statistiquement parlant, contrairement aux nombreuses *Akademikerinnen* sans enfant (destatis, 2004).

5. Effets de la politique familiale en cours

Cette contribution l'a montré à plusieurs reprises, le débat, aux accents souvent dramatiques, sur l'évolution démographique est culturellement chargé. Il a débouché, au 1^{er} janvier 2007, sur une réforme en profondeur de la politique familiale dont les effets démographiques sont encore peu visibles mais dont les effets institutionnels, scientifiques et symboliques sont patents.

La réforme, sur la base de rapports de spécialistes, notamment Hans Bertram ou les référents du DIW (Büchner et al., 2006) et des modèles scandinaves et français, a consisté, d'une part, en l'introduction d'une allocation parentale d'une durée maximale de 14 mois (12 mois pour un conjoint et 2 mois pour l'autre consécutivement) d'un montant de 67 % du dernier salaire du parent qui suspend son activité professionnelle, et d'autre part, en l'amélioration des offres d'accueil des enfants et leur scolarisation toute la journée (*Ganztagschule*).

Il est encore tôt pour véritablement observer un changement de comportement suite à la mise en place des nouvelles mesures de la politique familiale allemande. À première vue, la

nouvelle politique publique ne donne pas l'impression de porter ces effets puisque la natalité, après une hausse annuelle en 2007 (le nombre de naissances est passé de 672 724 à 684 862, soit + 1,8 %), a enregistré une baisse entre 2007 et 2008 (682 514 ; – 0,3 %). Mais si on fait abstraction des changements structurels des groupes de femmes en âge de procréer, on trouve une augmentation de l'ICF de 1,34 en 2005 et 1,33 en 2006 à 1,37 en 2007 et 1,38 en 2008. Cette hausse modeste peut être mise au crédit de la politique familiale.³⁴ Mais elle peut aussi bien signifier l'amorce d'une convergence avec le niveau de la descendance finale des générations précédentes, sachant que le déplacement du calendrier de fécondité à des limites physiques.

Par ailleurs, nous n'aurions pas pu présenter un grand nombre d'indicateurs démographiques dans cette contribution sans, d'une part, l'introduction de l'enquête spécifique Naissances en Allemagne 2006 par l'office fédéral de la statistique et, d'autre part, l'introduction de questions correspondantes sur le bilan de fécondité dans le MZ 2008.³⁵

Enfin, l'introduction de la réforme gouvernementale de Ursula von der Leyen, ministre de la Famille, a eu un impact immédiat important sur l'image des femmes et des hommes modernes en Allemagne : la mère active, légitimée, est passée du statut de mère-corbeau (Raabe Mutter) à celle d'espoir de l'avenir démographique de la nation. À telle enseigne que les mères au foyer se sont trouvées dévalorisées par ce bouleversement des valeurs. Inversement, les hommes se trouvent encouragés dans leur rôle de père. Selon les résultats de la première année, des demandes d'allocation parentale sont choisies à 19 % par les hommes au 1^{er} trimestre 2008, mais cela est vrai essentiellement pour la demande de deux mois de congé parental et non pour 12 mois (destatis, 2008 : 19-20).

6. Conclusion

La faible fécondité allemande n'est pas nouvelle. Elle est due à la fois à une faible fécondité après le premier enfant et surtout le deuxième et une forte part d'infécondité parmi les femmes. Mais c'est la hausse de cette dernière qui agit le plus fortement sur la baisse de la fécondité observée. La situation des *Akademikerinnen* est encore davantage marquée par la faible fécondité, et, ce, depuis toujours. Mais cette faible fécondité est moindre que celle qui fut abondamment commentée dans les médias au moment de la discussion sur la fécondité en Allemagne. La fécondité des mères *Akademikerinnen* d'après-guerre est en fait très proche de celle de l'ensemble des autres mères.

Le problème de la trop faible fécondité, dans la perspective d'un renouvellement total des générations hors migration, s'est cristallisé dans l'espace public sur les *Akademikerinnen*

³⁴ Des chercheurs du Crest (Centre de recherche en économie et statistique, qui regroupe l'ensemble des laboratoires de l'Insee) ont pu modéliser l'idée que l'incitation financière peut accroître la fécondité (Salanié et Laroque, 2008).

³⁵ La loi relative au microrecensement a été modifiée en 2007 par l'introduction, tous les 4 ans à partir de 2008, d'une question sur le nombre d'enfants nés vivants pour les femmes âgées entre 15 et 75 ans. La loi sur la statistique de la population a été modifiée aussi en 2007 par l'introduction, depuis 2008, de deux questions dans le formulaire d'état civil des naissances soumis à statistique (date de naissance du précédent enfant de la mère et rang de naissance par rapport aux enfants de cette dernière – BGBl. I S. 1290).

à la fois dans une critique traditionnelle de la place de la femme dans la société, en rendant coupable l'épanouissement de soi des femmes souhaitant poursuivre des études et faire carrière (Gaschke, 2004), mais aussi en inversant les termes comme symptôme d'une société entravant le comportement doublement productif pour la société des mères actives (diplômées).

Or la présentation a montré que la question de la fécondité ne pouvait être considérée comme seulement une question de femme et que l'équation entre travail et famille était souvent mal posée. La sélection de facteurs permettant d'interpréter le faible niveau de fécondité en Allemagne met en lumière le fait que le changement de place de la femme dans la société ne s'est pas accompagné (jusqu'à la réforme) d'un changement de structure et de culture (marché matrimonial, fiscalité, prise en charge des enfants) permettant la conciliation des sphères familiales et professionnelles. Inversement, les institutions que sont le travail et la famille ont perdu de leur stabilité, rendant l'avenir incertain (séparation, partenaire non idéal(e), discontinuité et surinvestissement professionnels du conjoint masculin).

Les mesures prises par la ministre von der Leyen paraissent adaptées : introduction d'une allocation parentale substantielle, encouragement à l'ouverture et l'amélioration des structures d'accueil des enfants et introduction de l'école toute la journée. L'impact démographique n'est pas encore visible, mais la controverse et les dispositifs mis en œuvre ont permis d'introduire de nouveaux appareils de mesure et un nouveau rapport de la société aux mères actives.

Revenons enfin à la question de fond de l'importance de la faiblesse de la fécondité des *Akademikerinnen* pour l'Allemagne. Notre étude montre que la fécondité allemande ne permet pas le renouvellement de la population, même sans les diplômées du supérieur (figure 5). Quelles sont les conséquences de l'augmentation de l'infécondité des *Akademikerinnen* ? La conséquence politique est d'investir dans le soutien à la petite enfance et l'éducation pour tous les enfants, d'après Susanne Seyda, de l'Institut allemand d'économie de Cologne (Anger et al., 2006), ce qui constitue un aspect de la réforme. Le volet allocation est lui davantage mis en cause car il favorise clairement, comme les recommandations du DIW le proposaient pour améliorer la fécondité des *Akademikerinnen*, les mères actives au revenu élevé. L'introduction de cette allocation s'est accompagnée de l'abrogation de l'allocation familiale compensatoire (*Erziehungsgeld*). C'est-à-dire que les ménages modestes, spécifiquement composés d'une mère au foyer, ont moins de ressources qu'avant la réforme et les ménages aisés bien plus. La réforme est critiquée sur ce point dans un rapport récent de l'OCDE (OCDE, 2009). Le démographe Andreas Kemper y voit tout simplement l'introduction d'un eugénisme social (Kemper, 2009).

BIBLIOGRAPHIE

ANGER Christina, PLÜNNECKE Axel, SEYDA Susanne, 2006, *Bildungsarmut und Humankapitalschwäche in Deutschland*, Köln, Institut der deutschen Wirtschaft, 124 p.

BILD-ZEITUNG, 2006, „Deutschlands Superfrauen – ohne Kinder mehr Erfolg?“, *Bild-Zeitung*,

17.03.2006, p. 1.

BIRG Herwig, 2005, „Schlimmer als der 30jährige Krieg“, *Die Welt*, 05.10.2005.

BÖLSCHKE Jochen, 2004, „Land ohne Lachen“, *Der Spiegel*, 05.01.2004, 2, p. 38-48.

BRETON Didier, PRIOUX France, 2009, « L'infécondité en France et en Allemagne : des lectures différentes d'un phénomène de plus en plus fréquent ? », XXVI^e Congrès international de la population, IUSSP, Marrakech.

BÜCHNER Charlotte *et al.*, 2006, *Wirkungsstudie "Elterngeld": Gutachten des DIW Berlin im Auftrag des Bundesministeriums für Familie, Senioren, Frauen und Jugend*, Berlin, Berlin, Deutsches Institut für Wirtschaftsforschung, 72 p.

DESTATIS, 2009a, *Bildungsstand der Bevölkerung 2009*, Wiesbaden, Statistisches Bundesamt Deutschland, 43 p.

DESTATIS, 2009b, *Durchschnittliche Kinderzahl je Frau* (disponible sous : <http://www.destatis.de/jetspeed/portal/cms/Sites/destatis/Internet/DE/Content/Statistiken/Bevoelkerung/GeburtenSterbefaelle/Tabellen/Content50/GeburtenZiffer,templateId=renderPrint.psml> [Consulté le 3 Février, 2010]).

DESTATIS, 2008, *Familienland Deutschland*, Wiesbaden, Statistisches Bundesamt Deutschland, 44 p.

DESTATIS, 2009, *Geburtenentwicklung* (disponible sous : <http://www.destatis.de/jetspeed/portal/cms/Sites/destatis/Internet/DE/Content/Statistiken/Bevoelkerung/AktuellGeburtenentwicklung,templateId=renderPrint.psml#Geburtenziffer> [Consulté le 4 décembre 2009]).

DESTATIS, 2007, *Wanderungen*, Wiesbaden: Statistisches Bundesamt Deutschland, 113 p.

DORBRITZ Jürgen, 2005, „Kinderlosigkeit in Deutschland und Europa – Daten, Trends und Einstellungen“, *Begutachteter Beitrag, Zeitschrift für Bevölkerungswissenschaft*, 4, p. 359-408.

DRETTAKIS Emmanuel, 1974, « Données sur les migrations et sur la croissance démographique en Allemagne fédérale 1950-1972 », *Population*, 29 (1), p. 147-169.

ETTE Andreas, RUCKDESCHER Kerstin, 2007, „Die Oma macht den Unterschied! Der Einfluss institutioneller und informeller Unterstützung für Eltern auf ihre weiteren Kinderwünsche“, *Zeitschrift für Bevölkerungswissenschaft*, 32 (1-2), p. 51-72.

GASCHKE Susanne, 2000, „Mehr Männerförderung!“ Die SPD braucht eine neue Familienpolitik“, ZEIT-Gespräch mit Renate Schmidt, *Die Zeit*, 43, 19.10.2000.

GASCHKE Susanne, 2004, „Wo sind die Kinder? (1): Das kinderlose Land“, *Die Zeit*, 4, 15.01.2004.

HAKIM Catherine, 2003, “A New Approach to Explaining Fertility Patterns: Preference Theory”, *Population and Development Review*, 29(3), p. 349-374.

HÉLAN François, 2004, « Cinq idées reçues sur l'immigration », *Population et Sociétés* (397), 4 p.

- HÖHN Charlotte, ETTE Andreas, RUCKDESCHEL Kerstin, 2006, *Kinderwunsch höher als Geburtenrate*, Wiesbaden, Robert Bosch Stiftung/Bundesinstitut für Bevölkerungsforschung, 87 p.
- HUFNAGEL Rainer, 2008, „Kinderwunsch und Partnerwahl in Deutschland“, Zeitschrift Hauswirtschaft und Wissenschaft, 1, p. 8-25.
- INSTITUT FÜR DEMOSKOPIE ALLENSBACH, 2004, *Einflußfaktoren auf die Geburtenrate*, Allensbach, Institut für Demoskopie Allensbach, 104 p.
- KAUFMANN Franz-Xaver, 1994, *Zukunft der Familie im vereinten Deutschland. Gesellschaftliche und politische Bedingungen*, München, C.H. Beck, 282 p.
- KEMPER Andreas, 2009, „OECD versteht deutsche Sozialeugenik nicht“, *Freitag*, 01.09.2009.
- KONIETZKA Dirk, KREYENFELD Michaela (dir.), 2007, *Ein Leben ohne Kinder*, Wiesbaden, VS Verlag, 435 p.
- MARRY Catherine et al., 1998, « France-Allemagne : inégales avancées des femmes. Évolutions comparées de l'éducation et de l'activité des femmes de 1971 à 1991 », *Revue française de sociologie*, 39(2), p. 353-389.
- OCDE, 2009, *Assurer le bien-être des enfants*, Éditions OCDE, 205 p.
- ONNEN-ISEMANN Corinna, 2003, „Familienpolitik und Fertilitätsunterschiede in Europa“, *Aus Politik und Zeitgeschichte*, B44, p. 31-37.
- POSCHARDT Ulf, 2004, „Wir erobern einen neuen Planeten“, *Welt am Sonntag*, 25.04.2004, p. 12.
- PÖTZSCH Birgitt, 2005, „Über 40 Prozent kinderlos: "Akademikerinnen finden oft keinen Partner"“, *Spiegel*, Unispiegel, 07.09.2005.
- PÖTZSCH Olga, 2007, *Geburten in Deutschland*, Wiesbaden, Statistisches Bundesamt Deutschland, 36 p.
- PÖTZSCH Olga, 2005, „Generatives Verhalten der Frauenkohorten im langfristigen Vergleich“, Wiesbaden, Statistisches Bundesamt Deutschland, *Wirtschaft und Statistik*, 5, p. 377-396.
- ROBERT-BOBÉE Isabelle, 2006, « Ne pas avoir eu d'enfant : plus fréquent pour les femmes les plus diplômées et les hommes les moins diplômés », Insee, *France. Portrait social*, p.181-196.
- SALANIE Bernard, LAROQUE Guy, 2008, *Does fertility respond to financial incentives?*, Paris, Crest, 46 p.
- SALLES Anne, 2006, « Les effets de la politique familiale de l'ex-RDA sur la nuptialité et les naissances hors mariage », *Population*, 61 (1), p. 141-152.
- SCHMITT Christian, 2004, *Kinderlose Männer in Deutschland - Eine sozialstrukturelle Bestimmung auf Basis des Sozio-ökonomischen Panels (SOEP)*, Berlin, Deutsches Institut für Wirtschaft, Studie, 18 p.

SCHMITT Christian, WINKELMANN Ulrike, 2005a, *Wer bleibt kinderlos? Sozialstrukturelle Daten zur Kinderlosigkeit von Frauen und Männern*, Berlin, Deutsches Institut für Wirtschaft, 26 p.

SCHMITT Christian, WINKELMANN Ulrike, 2005b, „Wer bleibt kinderlos? Was sozialstrukturelle Daten über Kinderlosigkeit bei Frauen und Männern verraten“, *Feministische Studien*, 1, p. 9-23.

TÖLKE Angelika, DIEWALD Martin, 2002, *Berufsbiographische Unsicherheiten und der Übergang zur Elternschaft bei Männern*, Rostock, Max Planck Institut für demografische Forschung, 35p.

WROHLICH Katharina, DELL Fabien, BACLET Alexandre, 2005, „Steuerliche Familienförderung in Frankreich und Deutschland“, *Wochenbericht des DIW*, 72(33), 12.